

L'économie verte contribue aux objectifs cibles des Nations Unies

Plusieurs Objectifs de développement durable passent par l'économie verte. C'est ce que démontrent 17 rapports nationaux, qui détaillent les priorités spécifiques aux différentes économies. *Ronal Gainza*

Abrégé Entre 2012 et 2017, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a aidé 17 pays à réaliser des études quantitatives sur le potentiel qu'offrent les investissements effectués dans le cadre d'une économie verte. Une méta-analyse de tous ces travaux a d'abord démontré que l'économie verte permettrait de surmonter d'importants défis liés au développement. Le « verdissement » des secteurs économiques définis comme prioritaires constituerait également un effort national permettant d'atteindre plusieurs cibles des Objectifs de développement durable. Enfin, la priorité absolue des investissements verts serait de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les États perçoivent l'économie verte comme un moyen de lutter contre le changement climatique tout en progressant vers un développement durable. Il faudrait donc mieux coordonner l'action de ceux qui travaillent sur ces deux questions.

En 2008, la crise économique et financière battait son plein. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) devait y répondre en lançant l'Initiative pour une économie verte (GEI), qui a donné lieu à un rapport principal¹. L'économie verte y est définie comme une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources naturelles.

Ce rapport aboutit à deux conclusions fondamentales. La première est que le verdissement de l'économie augmente les gains tirés des biens environnementaux globaux ou du capital naturel et qu'il accélère la croissance du PIB mondial à long terme. La seconde est qu'un lien indissociable existe entre l'éradication de la pauvreté et l'amélioration de l'entretien et de la sauvegarde des biens environnementaux globaux.

En s'inspirant de cette approche, le PNUE a réalisé (entre 2012 et 2017) des études quantitatives sur le potentiel et l'impact des investissements verts dans 17 pays². Le but principal était d'aboutir à une formulation fiable des politiques d'économie verte et de leur permettre de s'insérer dans le développe-

ment durable. Il s'agit maintenant de savoir si ces analyses quantitatives sont encore d'actualité dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat.

Développement économique et investissements verts vont de pair

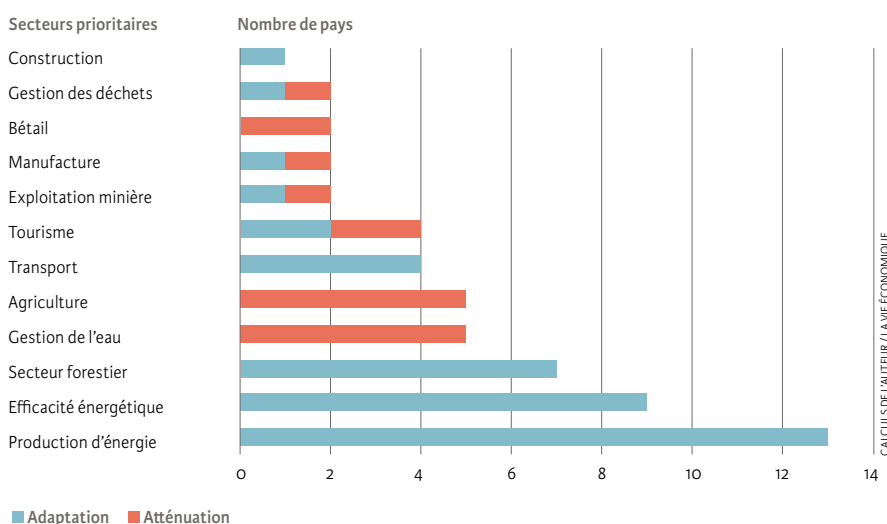
Cinq secteurs considérés comme prioritaires pour verdir l'économie : l'énergie, l'agriculture, le secteur forestier, l'eau et le transport. La sécurité énergétique et alimentaire, un meilleur accès à l'eau de même

que sa gestion, ainsi que le développement d'infrastructures de transport sont au cœur des priorités définies par les agendas gouvernementaux de développement. L'ensemble de ces secteurs ont un lien direct avec au moins huit Objectifs de développement durable (ODD) sur 17 (voir *illustration 1*).

Ainsi, l'investissement dans les services d'énergie renouvelable est l'un des objectifs les plus récurrents. Il contribue directement à la cible 2 de l'ODD 7 : « Accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial ». Il en va de même pour les investissements verts dans l'agroforesterie et l'agriculture biologique. Le « verdissement » de l'agriculture dans les pays étudiés porte sur plusieurs cibles de l'objectif 2. L'ODD 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » est aussi au cœur des priorités, à travers les activités et les programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement³.

³ Y compris la collecte de l'eau, son utilisation rationnelle, la désalinisation, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation.

III. 2. Investissements axés sur le climat



¹ PNUE, *Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, 2011.

² Afrique du Sud, Burkina Faso, Chine, Ghana, Île Maurice, Indonésie, Kenya, Mexique, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Pérou, Rwanda, Sénégal, Serbie et Uruguay.

III. 1. Les Objectifs de développement durable et l'économie verte



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES (2015) / LA VIE ÉCONOMIQUE

Hormis le ou les secteur(s) ciblé(s), la mise en place des politiques et des investissements verts désigne des effets aussi bien sur l'environnement que sur l'économie et la société, selon les études. Si l'on prend l'ODD 8 « Accès à des emplois décents », la cible 1 « Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national » ne pourra que bénéficier de l'économie verte. La conclusion est identique pour la cible 3 « Promouvoir des politiques axées sur le développement qui

favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité ». Il en serait de même en cas de statu quo, autrement dit dans l'hypothèse où l'économie montrerait un moindre respect pour l'environnement. En outre, les priorités dégagées par les pays concernés leur permettent de découpler progressivement croissance économique et dégradation de l'environnement (cible 4) et d'« éliminer l'extrême pauvreté et la faim » (ODD 1).

L'économie verte lutte contre les changements climatiques

Des investissements axés sur le climat sont au cœur des 17 études précitées. Comme le montre l'illustration 2, tous les pays perçoivent l'économie verte comme un moyen de s'adapter aux changements climatiques et de les atténuer, tout en progressant vers un développement durable. En matière d'atténuation, la plupart des investissements verts



Les investissements dans des systèmes d'irrigation efficaces améliorent la sécurité alimentaire, comme en Chine.

et climatiques visent à augmenter la part des énergies renouvelables dans les matrices énergétiques nationales et à améliorer l'efficacité énergétique des transports, du tourisme, de l'industrie et de la construction. Les investissements dans le secteur forestier arrivent en troisième position. Ils sont considérés comme un moyen d'accroître la séquestration des GES.

En matière d'adaptation, les investissements axés sur le climat doivent améliorer l'accès à l'eau pour la population et l'économie. Ils préparent à des scénarios plus sévères en matière de changement climatique, marqués par la rareté de l'eau. La majorité des pays étudiés sont susceptibles d'y être confrontés. Les investissements vont donc à des systèmes d'irrigation plus efficaces et à l'amélioration des infrastructures pour la collecte des eaux fluviales dans le secteur agricole.

Renforcer la résilience face aux changements climatiques

Le développement durable est lié à la sécurité alimentaire. La pénurie d'eau et l'éro-

sion des sols constituent les principales menaces en ce domaine. Or, le changement climatique pourrait bien aggraver la situation. Les études montrent que les investissements verts consentis dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau contribueraient à augmenter leur résilience climatique en 2030 et au-delà. Les superficies des cultures irriguées augmenteraient considérablement et la productivité par hectare s'accroîtrait. L'eau serait ainsi utilisée plus efficacement, ce qui réduirait l'indice de stress hydrique. De tels investissements, ajoutés aux politiques vertes pour la gestion durable des terres agricoles, auraient des effets positifs sur la dégradation et la perte des terres.

Vers une meilleure coordination internationale

Les États concernés perçoivent l'économie verte comme un moyen de s'adapter et d'atténuer le changement climatique, tout en progressant vers le développement durable. Or, au niveau international, les initiatives et programmes dédiés à l'économie verte et aux changements climatiques bénéficient d'espaces de discussion et de financement différents. Par exemple, les principaux acteurs climatiques se réunissent notamment

autour de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, au sein du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat et dans le Fonds vert pour le climat. La communauté qui se consacre à l'économie ou à la croissance verte se réunit autour de la Plateforme globale sur la croissance verte, une alliance entre le PNUE, l'OCDE, la Banque Mondiale et l'Institut global sur la croissance verte. Des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de concilier les différents programmes liés à l'économie verte et aux changements climatiques au niveau international. Une telle conjonction doit permettre de mieux répondre aux besoins de chaque pays.



Ronal Gainza

Économiste, chargé de programme à l'unité de Politiques économiques et fiscales, Division de l'économie, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Genève